

Esquisse d'une stratégie préliminaire pour les groupes environnementaux pour la campagne électorale de 2014 (avec petite mise à jour pour 2015)

1. Les groupes continuent à faire ce qu'ils font depuis des décennies (e.g. SWITCH), mais
 2. ils constatent que cela ne réussira pas à répondre aux crises ni à nous préparer à leur gestion – celles-ci exigent de nouvelles stratégies de base chez les groupes.
 - et en outre, des initiatives d'économie verte dans le secteur de l'énergie s'avèrent nulles ou presque, sur le plan économique, devant les surplus, si on garde des critères économiques.
 3. Les groupes renoncent donc à une adhésion à l'économie verte (conçue par les institutions internationales pour ne pas reconnaître l'échec) et à un décrochage du modèle retenu par les principaux partis en campagne et les institutions internationales.
 4. Ils informent leurs membres de leurs constats, que le mouvement environnemental a échoué et qu'il faut se préparer pour les conséquences.
 5. Désormais, les groupes cibleront une vision d'une nouvelle société qui pourra prendre les éléments positifs des acquis de la société depuis des décennies, surtout en matière sociale.
 6. Les groupes constatent que l'iniquité intergénérationnelle commence par la reconnaissance que nous ne payerons pas notre dette – nous en serons incapables. Cela sans parler de la dette écologique...
 7. Les groupes constatent que nous ne réussirons pas à contrôler les changements climatiques, et annoncent qu'ils ne participeront pas aux préparatifs de Paris 2015, proposant à la place
- NOTE : on prétend que le Québec a plus de difficulté que d'autres à atteindre les objectifs énoncés par la science, et ne les atteindra pas. Paris serait donc pour pousser les autres sociétés à agir, mais il faudrait plutôt souligner ce que Renaud Gignac souligne à l'IRIS à ce propos, que les inégalités embarquent à ce moment-là, et ce sont justement les pays riches (ajoutons donc l'Europe et le Japon, l'OCDE, quoi) qui doivent faire encore *plus*! Je me permets de croire que les groupes n'ont aucune influence dans ces débats, et n'en auront pas à Paris de toute façon.
8. de cibler des mesures proposées par la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec (CEÉQ) tout en soulignant que
 9. la CEÉQ propose de vivre avec l'impossibilité de contrôler les changements climatiques,
 10. sans indiquer ce que cela comporte, ce que les groupes vont commencer à détailler.
 11. Pour commencer, le coût de l'automobile peut être mis en évidence dans son ensemble,
 12. ce qui entraîne toute une série de mesures pour les individus dans leurs décisions à venir.

NOTE : Contrairement aux constats des groupes en 2012, ils reconnaissent en 2014 que la seule façon de ranimer le mouvement autour du Jour de la Terre 2012 est de voter Québec solidaire – geste reporté et à revoir pour la campagne de 2018 - , le seul parti qui passe proche de reconnaître les véritables enjeux.